

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 7 août 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au personnel navigant des Forces armées", a donné le 2 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 augustus 1996 door de Minister van landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het varend personeel van de Krijgsmacht", heeft op 2 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

L'arrêté en projet a un double objet :

- 1° définir les différentes catégories de personnel navigant existant au sein de chacune des forces armées;
- 2° organiser la procédure de suspension et de radiation applicable aux militaires appartenant à chacune de ces catégories.

Il importe, à cet égard, d'observer que les différentes dispositions que ce projet comporte trouvent respectivement leur fondement :

- 1° dans l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;
- 2° dans les articles 48bis et 91bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical;
- 3° dans l'article 47bis de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

.../...

- 4° dans l'article 22ter de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;
- 5° dans l'article 44bis de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical.

OBSERVATION GENERALE.

La rédaction de l'arrêté en projet laisse, dans l'ensemble, fort à désirer et gagnerait à être fondamentalement revue.

L'absence de cohérence dans la structure même du projet (1), l'utilisation inappropriée de concepts (2), un style excessivement lourd par endroits (3), l'existence de dispositions faisant totalement ou partiellement double emploi avec d'autres (4) ou présentant entre elles des

-
- (1) Il est, à cet égard, notamment renvoyé à l'observation formulée sous la section II du chapitre II de l'arrêté en projet.
 - (2) Tel est notamment le cas de l'article 1er du projet qui recourt inadéquatement au concept de "la marine" pour viser la force navale, de l'article 28, § 4, qui parle d'"avis" au lieu de "recommandations" ou encore de l'article 28, § 5, 4°, qui recourt au concept d'"avis" alors qu'en l'espèce, il s'agit de l'"avis conforme".
 - (3) On cite, à titre d'exemple, l'article 27 du projet.
 - (4) Les articles 28, § 4, et 27 du projet en sont une illustration.

.../...

contradictions (1) ou encore laissant apparaître des lacunes diverses (2), constituent, en effet, autant d'éléments de nature à rendre la lecture et la compréhension du texte malaisées.

Faute de pouvoir procéder à la réécriture complète du texte, la section de législation doit se limiter à des remarques de fond et à faire les seules propositions de texte qui lui semblent indispensables à une meilleure compréhension de l'arrêté.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Alinéa 1er.

L'article 5, § 1er, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la forces aérienne, pilotes et navigateurs, auquel l'alinéa se réfère, ne constitue, comme en a lui-même convenu l'officier délégué, le fondement d'aucune des dispositions que comporte l'arrêté en projet.

La référence à cette disposition doit, en conséquence, être omise.

(1) Il est renvoyé, à titre d'exemple, à la première observation relative à l'article 35 du projet.

(2) La deuxième observation formulée sous l'article 34 du projet en constitue un exemple parmi d'autres.

Alinéa 7 (nouveau).

Compte tenu de la rédaction qui sera proposée pour l'article 52 du projet, on insérera un alinéa 7 ainsi rédigé :

"Vu l'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 1985;".

Dispositif.Article 1er.

1. L'alinéa 1er rendrait mieux compte de ce que les forces armées autres que la force aérienne comptent également des militaires qui participent au service aérien, s'il était rédigé comme suit :

"Le présent arrêté s'applique aux militaires qui, au sein de chacune des forces armées, participent au service aérien".

La précision contenue à l'alinéa 2 serait, dès lors, superflue et cet alinéa devrait être omis.

2. L'utilisation du vocable "la marine" auquel l'alinéa 2 recourt pour désigner la force navale s'écarte de la terminologie officielle dont les lois militaires font actuellement usage pour désigner cette force. Aussi longtemps que ces lois n'auront pas été modifiées en vue de

.../...

désigner la force navale sous le vocable "la marine", seul l'emploi des termes "la force navale" est admissible. Toute autre appellation serait prématurée et contraire à la loi.

La présente observation vaut pour l'ensemble du texte en projet.

Article 3.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'admission dans la catégorie du personnel navigant breveté est décidée par le chef d'état-major de la force concernée".

Article 4.

La rédaction de l'article doit, comme en a convenu l'officier délégué, être complétée de manière à faire apparaître que, comme en témoignent les dispositions figurant sous le chapitre VI du projet, tous les membres du personnel navigant breveté peuvent également faire l'objet d'une radiation de cette catégorie de personnel.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 4. Le membre du personnel navigant breveté est suspendu ou radié conformément aux dispositions du chapitre VI".

.../...

La même observation vaut pour les articles 11, alinéa 1er, et 18.

Article 5.

1. Comme l'a indiqué l'officier délégué, les mots "qui est définitivement démis de son emploi" figurant au 1^o doivent, par souci de concordance avec le texte de la version néerlandaise de l'arrêté en projet, être remplacés par les mots "dont l'emploi est définitivement retiré".

La même observation vaut pour les articles 15, 2^o, et 19, 2^o, du projet.

2. Le 3^o serait mieux rédigé comme suit :

"3^o le militaire qui est radié de cette catégorie de personnel;"

La même observation vaut pour les articles 12, 2^o, 15, 3^o, et 19, 4^o, du projet.

3. Les mots "tout en ne changeant pas de groupe d'emplois" figurant dans le 4^o ne sont pas indispensables et pourraient être omis, comme en a convenu l'officier délégué.

Le 4^o et le 5^o pourraient, en conséquence, être utilement réunis en une seule disposition rédigée comme suit :

.../...

"4º le sous-officier mécanicien de bord de la force terrestre ou le sous-officier de la force aérienne qui cesse définitivement d'exercer la fonction pour laquelle le brevet aéronautique militaire leur a été délivré".

Section II.

Eu égard à leur objet propre et comme en a convenu l'officier délégué, les dispositions figurant sous cette section trouveraient mieux leur place dans la section première du chapitre II.

La subdivision de ce chapitre sera revue en conséquence de manière à ne plus comporter que deux sections, la première intitulée "Du personnel navigant breveté" comprenant les articles 3 à 7 du projet et la seconde intitulée "Du personnel navigant breveté de réserve" comprenant les articles 8 à 12 du projet.

Par ailleurs, il y a lieu de remplacer dans l'ensemble du texte néerlandais du présent avis les mots "reserve-gebrevetteerd varend personeel" par les mots "gebrevetteerd varend reservepersoneel".

Article 6.

1. La phrase liminaire serait plus correctement rédigée comme suit :

.../...

"Art. 6. Les brevets aéronautiques militaires qui peuvent être délivrés aux membres du personnel navigant breveté sont :
...".

2. Mieux vaudrait rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Les brevets visés à l'alinéa 1er, 4º, 5º et 6º, ne peuvent être délivrés qu'aux militaires de la force aérienne".

Article 7.

1. Les mots "au sous-officier mécanicien de bord" et "par le chef d'état-major de sa force" figurant respectivement au début et à la fin du 2º de l'alinéa 1er doivent, les premiers, être remplacés par les mots "au sous-officier candidat au brevet de mécanicien de bord" et, les seconds, être omis.

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

D'une manière plus générale et de l'accord de l'officier délégué, l'énumération que comporte l'alinéa 1er doit être complétée de manière à désigner explicitement les militaires auxquels le brevet supérieur de pilote et le brevet supérieur de navigateur peuvent être délivrés et à mentionner les conditions auxquelles ces mêmes brevets

.../...

peuvent être délivrés aux intéressés. Il apparaîtra de la sorte plus clairement que les candidats pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur visés aux articles 22 et 23 du projet appartiennent à la catégorie du personnel navigant breveté.

2. Les mots "règles complémentaires" figurant dans l'alinéa 2 seront remplacés par le mot "modalités".

3. Des termes de l'alinéa 2 de l'article 6, il ressort que peuvent, seuls, obtenir le brevet de personnel de cabine les militaires de la force aérienne. Il s'ensuit que le pouvoir reconnu au Ministre de la Défense nationale par l'alinéa 3 de l'article en projet ne peut trouver à s'exercer qu'à l'égard de militaires qui appartiennent à la force aérienne.

Les mots "Pour chacune des forces" figurant en tête de l'alinéa considéré sont, en conséquence, inappropriés et doivent, de l'accord de l'officier délégué, être omis. Le texte de l'alinéa sera, dans le même temps, pour tenir compte de l'observation qui précède, complété par l'insertion des mots "pour la force aérienne" entre le mot "détermine" et les mots "les fonctions".

Section III.

Eu égard à l'observation formulée à propos de la section II du chapitre premier, cette section doit devenir la section II de ce chapitre.

.../...

Article 8.

Compte tenu de l'objet qui est le sien, l'alinéa 2 trouverait plus logiquement sa place dans l'article 10 du projet dont il formerait un alinéa premier rédigé comme suit :

"Des prestations aériennes d'entraînement peuvent être imposées au personnel navigant breveté de réserve".

Article 9.

On utilisera le mot "décidée" plutôt que "prononcée".

Article 10.

Compte tenu de la suggestion formulée sous l'article 8 du projet, le texte doit prendre la forme d'un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Elles sont déterminées, pour chaque force, par le chef d'état-major de la force concernée et soumises par cette autorité militaire au Ministre de la Défense nationale pour approbation".

.../...

Chapitre III.

Ce chapitre devrait être complété par une disposition similaire à celle des articles 4, 11 et 18 du projet de manière à faire apparaître que tous les membres de la catégorie du personnel navigant élève peuvent être suspendus ou radiés, exception faite des membres de cette catégorie qui revêtent la qualité de candidats officiers auxiliaires de la force aérienne et qui, du fait même de cette qualité, ne peuvent être que radiés, et non suspendus, en vertu de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Il est, à cet égard, renvoyé à l'observation formulée sous l'article 24 du projet.

Article 14.

1. Les mots "à la date de son agrément avoir satisfait à l'obligation scolaire et" sont, comme en a convenu l'officier délégué, superflus et doivent être omis.

2. L'on n'aperçoit pas clairement les raisons pour lesquelles la décision d'admission des militaires dans la catégorie du personnel navigant élève appartient au commandant de la grande unité chargée de la formation du personnel navigant dont relèvent les intéressés ou à l'autorité militaire désignée à cette fin par le chef

.../...

d'état-major de la force concernée, et non pas au chef d'état-major de la force concernée lui-même, comme tel est le cas en ce qui concerne l'admission des militaires dans la catégorie du personnel navigant breveté ou breveté de réserve.

Une observation semblable vaut pour ce qui concerne l'admission, à la force terrestre et à la force aérienne, de militaires dans la catégorie du personnel navigant temporaire (article 17, alinéa 2, 1^o, du projet) ainsi que pour l'autorisation donnée, au sein de ces deux mêmes forces, à des militaires d'accomplir des prestations aériennes occasionnelles (article 21, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du projet).

Les auteurs du projet devraient, dans le rapport au Roi, apporter toutes les explications utiles à cet égard.

Article 15.

1. Compte tenu de la définition que l'article 3, alinéa 1^{er}, donne de la catégorie du personnel navigant breveté et de la suggestion formulée sous l'article 3, la disposition figurant à l'alinéa 1^{er}, 1^o, serait plus justement rédigée comme suit :

"1^o l'élève qui est devenu membre du personnel navigant breveté en application des dispositions de l'article 3;".

.../...

2. Au 2º, les mots "non breveté" sont superflus et doivent, de l'accord de l'officier délégué, être omis.

La même observation vaut pour la disposition figurant sous le 3º.

Article 17.

A l'alinéa 2, on écrira :

"La décision d'admission est prise : (la suite comme au projet)".

Article 19.

La rédaction suivante est proposée pour les 1º et 2º :

- "1º le militaire dont l'admission dans cette catégorie de personnel n'a pas été, au terme de la période visée à l'article 17, alinéa 1er, reconduite par l'une des autorités militaires compétentes désignées à cet effet par l'alinéa 2 de ce même article;
- 2º le militaire du cadre actif qui est définitivement démis de son emploi, sauf s'il effectue des prestations volontaires d'encadrement dans le cadre de réserve;"

.../...

Chapitre VI.

Section première.

Pour respecter la terminologie utilisée par les articles 6 et 7 du projet, l'intitulé suivant est proposé :

"Section première - De la radiation des élèves-pilotes et des élèves-navigateurs ainsi que des candidats pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur".

Article 22.

1. Au nombre des différentes catégories de militaires dont le paragraphe 1er réserve la décision de radiation au Ministre de la Défense nationale figurent notamment des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne qui, aux termes de l'article 4bis, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, ne peuvent être radiés que par l'autorité militaire désignée à cet effet par le Ministre de la Défense nationale.

Dans la mesure où il réserve la décision de radiation de cette catégorie particulière de militaires au Ministre de la Défense nationale, le paragraphe en projet méconnaît, par là-même, la disposition légale précitée.

Sa rédaction doit être adaptée de manière à ce que la décision de radiation des militaires qu'il vise et qui

.../...

sont revêtus de la qualité particulière de candidats officiers auxiliaires de la force aérienne soit explicitement attribuée, comme le requiert le texte de la loi, à l'autorité militaire désignée à cet effet par le Ministre de la Défense nationale.

Une observation semblable vaut pour le paragraphe 2 de l'article examiné et pour les articles 23 et 35 du projet.

2. Qu'elle puise son fondement dans l'article 4bis, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs ou dans l'article 48bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical ou encore dans l'article 47bis de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, la décision de radiation des militaires visés par le paragraphe 1er de l'article en projet ne peut être prise par l'autorité légalement compétente (1) que sur

(1) Conformément à la première observation formulée sous l'article 22 du projet, il s'agira, selon le cas, de l'autorité militaire désignée à cet effet par le Ministre de la Défense nationale ou du Ministre de la Défense nationale lui-même.

l'avis conforme, soit de la commission d'évaluation (1), soit d'un organe d'avis institué à cet effet (2).

En disposant que la radiation des militaires qu'il concerne est prononcée sur la base d'un rapport d'une autorité militaire déterminée, lui-même établi sur l'avis conforme de la commission d'évaluation et non directement sur la base de l'avis conforme de la commission elle-même, le paragraphe en projet ajoute à la loi. Cet ajout à la loi est d'autant plus sujet à critique qu'il aboutit à reconnaître à l'autorité légalement compétente pour décider la radiation des militaires concernés un véritable pouvoir discrétionnaire d'appréciation contraire à la volonté clairement exprimée par le législateur, lequel a entendu

-
- (1) Cette commission d'évaluation est spécialement habilitée, en vertu de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 précitée, à émettre des avis conformes en matière de radiation des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne.
- (2) Cet organe d'avis, pas autrement défini par la loi, est spécialement habilité, à émettre des avis conformes en matière de (suspension et de) radiation notamment des officiers et candidats officiers visés par l'article 48bis de la loi du 1er mars 1958 précitée et des sous-officiers et candidats sous-officiers visés par l'article 47bis de la loi du 27 décembre 1961. L'exercice des pouvoirs dont cet organe d'avis est investi à l'égard de ces catégories déterminées de militaires est, en vertu de l'article 22, § 1er, du projet et pour les seules hypothèses visées par cette disposition, confié à la commission d'évaluation instituée par l'article 26 du projet. Il est confié, en vertu de l'article 24, § 1er, du projet et pour les seules hypothèses visées par cette disposition, au conseil d'évaluation institué par l'article 40.

.../...

expressément attribuer au pouvoir de décision conféré à cette même autorité le caractère d'une compétence liée.

La rédaction de la disposition examinée doit être revue de manière à faire apparaître que la décision de l'autorité légalement compétente pour prononcer la radiation des militaires concernés est immédiatement prise sur la base de l'avis conforme de la commission d'évaluation.

Une observation semblable vaut pour le paragraphe 2 de l'article examiné et pour l'article 24, §§ 1er et 2, du projet en ce qui concerne la compétence du conseil d'évaluation d'émettre des avis conformes.

Article 23.

La rédaction de l'article en projet doit être complétée de manière à comporter la mention explicite du ou des textes réglementaires qui organisent les commissions médicales d'aptitude au service aérien auxquelles il est fait référence. Les mots "établies par l'article 8 de l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif à l'aptitude au service aérien" seront, à cet effet, ajoutés à la fin de la disposition examinée.

La même observation vaut pour l'article 25 du projet.

.../...

Au surplus, le Conseil d'Etat croit devoir rappeler la première observation formulée sous l'article 22 du projet.

Section II.

L'intitulé de cette section serait plus correctement rédigé comme suit :

"Section II - De la suspension et de la radiation des autres militaires".

Article 24.

La lecture combinée de la disposition examinée et de l'article 22 implique que tout militaire qui s'inscrit dans le champ d'application "ratione personae" de cet article ne peut être que radié et non suspendu.

Une telle conséquence est contraire à la volonté du législateur telle que cette dernière est exprimée à travers l'ensemble des dispositions légales qui constituent le fondement de l'arrêté en projet. De la lecture comparée de toutes ces dispositions, il ressort en effet clairement que le législateur n'a entendu exclure la faculté pour l'autorité compétente de prononcer une mesure de suspension d'un militaire appartenant à l'une ou l'autre catégorie du personnel navigant d'une des forces armées qu'à l'égard des seuls militaires visés par l'article 4bis de la loi du

.../...

23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

La rédaction de l'article en projet doit, en conséquence, être revue de manière à faire apparaître que les militaires visés par l'article 22, § 1er, du projet qui ne revêtent pas la qualité de candidats officiers auxiliaires de la force aérienne peuvent également faire l'objet, de la part de l'autorité légalement compétente, d'une mesure de suspension.

Article 26.

1. L'article 22, § 1er, du projet définit clairement les limites de la compétence personnelle et matérielle de la commission d'évaluation. Des termes mêmes de cette disposition, il ressort que la commission d'évaluation n'a pas d'autre pouvoir que celui d'émettre des avis conformes relatifs à la radiation des seuls militaires qui revêtent la qualité d'élèves-pilotes, d'élèves-navigateurs et de candidats pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur.

La précision, formulée par le paragraphe 1er de l'article examiné, suivant laquelle "la compétence (de la commission d'évaluation) ne s'étend qu'aux élèves-pilotes, aux élèves-navigateurs et aux candidats pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur" est, dès lors, superflue et doit être omise.

.../...

Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1er de l'article en projet aura, en outre, pour conséquence que, lorsque l'élève-pilote, l'élève-navigateur ou le candidat au brevet supérieur de pilote ou de navigateur suit sa formation, soit dans un établissement civil ou militaire à l'étranger, soit dans un établissement civil sis sur le territoire du Royaume, la commission d'évaluation sera, pour partie, composée de personnes étrangères aux forces armées elles-mêmes. Une telle situation est, comme en a convenu l'officier délégué, de nature à engendrer nombre de difficultés quant à l'organisation pratique des réunions de la commission considérée.

Les auteurs du projet apprécieront l'opportunité d'adapter en conséquence la rédaction du paragraphe en projet de manière à rencontrer, avec toute l'efficacité voulue, l'hypothèse particulière où la formation de militaires déterminés serait dispensée à l'étranger ou dans un établissement civil situé dans le Royaume.

2. La règle établie par le paragraphe 2 vise exclusivement l'hypothèse de la comparution d'un élève-pilote ou d'un élève-navigateur devant la commission d'évaluation. L'on n'aperçoit pas clairement les raisons pour lesquelles cette règle n'est pas rendue applicable à l'hypothèse de la comparution d'un candidat pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur devant cette commission.

.../...

La rédaction du paragraphe en projet sera, le cas échéant, adaptée de manière à également couvrir cette dernière hypothèse.

3. Au paragraphe 3, on écrira :

"§ 3. La commission d'évaluation décide à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. Le secrétaire n'a pas le droit de vote".

Article 27.

Comme en a convenu l'officier délégué, cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 27. Lorsqu'il est mis au courant de faits de nature à donner lieu à la radiation d'un élève-pilote, d'un élève-navigateur ou d'un candidat pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur, l'officier responsable de la formation du personnel navigant dans l'organisme militaire chargé de la formation de l'intéressé constitue une commission d'information.

Cette commission dresse un rapport circonstancié et propose, pour décision, au commandant de la grande unité chargée de la formation du personnel navigant dont ressortit l'élève ou le candidat concerné ou à l'autorité militaire

.../...

qui en est chargée par le chef d'état-major de sa force, une des recommandations visées à l'article 28, § 4" (1).

Article 28.

1. Le paragraphe 1er serait plus clair s'il était rédigé comme suit :

"§ 1er. L'officier responsable visé à l'article 27 invite le militaire en cause à comparaître devant la commission d'information. Cette invitation comporte l'indication des faits sur lesquels ce militaire est appelé à s'expliquer.

L'intéressé dispose d'un délai de cinq jours ouvrables, à compter de la notification de l'invitation à comparaître devant la commission d'information, pour adresser un mémoire à cette commission".

2. Compte tenu de son objet, l'alinéa 2 du paragraphe 2 trouverait plus logiquement sa place dans le paragraphe 1er de l'article 26.

(1) La référence à l'article 28 § 5, du projet doit, en effet, eu égard à l'observation formulée sous l'article 28 du projet, être remplacée, dans la proposition de texte considérée, par la référence à l'article 28, § 4, du projet.

Les mots "qui, le cas échéant, devra se prononcer au sujet de l'intéressé" sont, par ailleurs, superflus et doivent être omis.

3. A l'alinéa 2 du paragraphe 3 du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "dit geakteerd" par les mots "zulks vermeld".

4. Comme en a convenu l'officier délégué, le paragraphe 4 fait double emploi avec l'article 27. Il doit, en conséquence, être omis.

5. Telle qu'elle est rédigée, la disposition figurant sous le 4^o du paragraphe 5 (devenant le paragraphe 4) ne reflète pas avec exactitude l'objet et l'étendue des compétences dont la commission d'évaluation est investie en vertu de l'article 22, § 1er, du projet. Aux termes de cet article, la commission d'évaluation dispose en effet, en matière de radiation des membres du personnel appartenant aux catégories du personnel navigant élève et du personnel navigant breveté, du pouvoir d'émettre des avis conformes, et non de simple avis. Comme ce même article le montre, le pouvoir ainsi reconnu à la commission d'évaluation ne trouve, en outre, à s'exercer, s'agissant plus particulièrement de la radiation de membres de la catégorie du personnel navigant breveté, qu'à l'égard des seuls candidats pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"4° la convocation de la commission d'évaluation chargée d'émettre l'avis conforme visé à l'article 22, § 1er".

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer au paragraphe 5, 1° et 2°, le mot "verderzetting" par le mot "voortzetting".

Articles 29 et 30.

Ces deux articles, comme en a convenu l'officier délégué, traduiraient mieux l'intention des auteurs du projet s'ils étaient réunis en un seul article rédigé comme suit :

"Art. 29. La commission d'évaluation est convoquée, sur la recommandation de la commission d'information visée à l'article 28, § 4, 4°, par le commandant de la grande unité chargée de la formation du personnel navigant dont ressort l'élève ou le candidat concerné, ou par l'autorité militaire qui en est chargée par le chef d'état-major de la force concernée.

Lorsqu'un élève ou un candidat qui suit sa formation dans un établissement militaire étranger ou dans un établissement civil belge ou étranger se voit interdire la poursuite de sa formation par les autorités responsables de cet établissement, la commission d'évaluation est, par dérogation à l'alinéa 1er, convoquée d'office par le commandant de la grande unité ou par l'autorité militaire visés par cet alinéa".

.../...

La numérotation des articles du projet sera adaptée en conséquence.

Article 31 (devenant l'article 30).

Les mots "pour donner un avis sur une radiation" sont, outre leur caractère inapproprié (1), superflus. Ils doivent, en conséquence, être omis.

Une observation semblable vaut pour les mots "pour donner un avis sur la suspension ou la radiation de sa catégorie du personnel navigant d'un militaire" figurant à l'article 43 du projet.

Par ailleurs, dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Zodra" au lieu de "Van Zodra".

Article 32 (devenant l'article 31).

1. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. L'autorité compétente pour convoquer la commission d'évaluation adresse au militaire en cause une invitation à comparaître devant ladite commission. Cette

(1) L'avis que la commission d'évaluation est appelée à donner en la matière revêt en effet, conformément à l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs et à l'article 22, § 1er, du projet, le caractère d'un avis conforme.

invitation précise les faits sur lesquels l'intéressé est appelé à s'expliquer".

2. Les mots "de la convocation à comparaître devant la commission" et "avant la réunion de la commission" figurant respectivement dans l'alinéa 1er et l'alinéa 2 du paragraphe 2 seraient plus adéquatement remplacés par les mots "de la notification de l'invitation à comparaître devant la commission" et par les mots "avant sa comparution devant la commission".

Une observation semblable vaut pour l'article 44, §§ 2 et 3, du projet.

Article 33 (devenant l'article 32).

1. Comme en a convenu l'officier délégué, le paragraphe 1er traduirait mieux l'intention des auteurs du projet s'il était rédigé comme suit :

"§ 1er. Lors de l'ouverture de la séance de la commission d'évaluation, le président fait rapport. Il donne, à cette occasion, lecture à la commission, soit de la recommandation formulée par la commission d'information en application de l'article 28, § 4, 4º, soit de la décision prise par les autorités responsables des établissements visés à l'article 29, alinéa 2".

.../...

2. Au début du paragraphe 2, on écrira :

"§ 2. Le président interroge l'élève à propos des faits sur lesquels il est appelé à s'expliquer et entend les experts ...".

3. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 2 paraît exclure pour le militaire la faculté de proposer ses propres experts.

Les auteurs du projet apprécieront l'opportunité d'octroyer à l'intéressé le bénéfice d'une telle faculté et adapteront, le cas échéant, la disposition en projet en conséquence.

4. Par ailleurs, mieux vaut écrire, dans la deuxième phrase du même paragraphe : "... Le militaire en cause et son défenseur peuvent interroger les experts".

Article 34 (devenant l'article 33).

1. Au paragraphe 1er, on écrira "règlement particulier", plutôt que "règlement spécial".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, le terme "recommande" est inapproprié, dès lors que la recommandation formulée par la commission d'évaluation a pour objet particulier de proposer la radiation des militaires concernés.

.../...

La rédaction de cet alinéa doit être revue de manière à faire clairement apparaître que la recommandation qui a cet objet précis tient lieu de l'avis conforme visé à l'article 22, § 1er, du projet.

3. L'article en projet omet de désigner l'autorité militaire à laquelle les recommandations de la commission d'évaluation autres que celle portant sur la radiation du militaire en cause doivent être transmises pour décision (1).

Sa rédaction sera revue en conséquence de manière à remédier à cette lacune.

La présente observation doit être lue en regard de la première observation faite ci-après à propos de l'article 35 du projet.

-
- (1) Lorsqu'elle consiste en une proposition de radiation d'un élève-pilote, d'un élève-navigateur ou d'un candidat pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur de la catégorie du personnel navigant à laquelle l'intéressé appartient, la "recommandation" de la commission d'évaluation doit, tant en vertu de l'article 22, § 1er, du projet que de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, de l'article 48bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et maritimes et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical et de l'article 47bis de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aériennes et maritimes et du service médical, être transmise pour décision à l'autorité militaire désignée par le Ministre de la Défense nationale ou au Ministre de la Défense nationale lui-même.

Article 35 (devenant l'article 34).

1. Tel qu'il est rédigé, l'article en projet donne à penser que toutes les recommandations visées à l'article 34, § 2, doivent indifféremment être transmises, pour décision, au Ministre de la Défense nationale.

Des termes de l'article 22, § 1er, du projet et des explications fournies par l'officier délégué, il ressort qu'en réalité, seules les "recommandations" consistant en une proposition de radiation d'un élève-pilote, d'un élève-navigateur ou d'un candidat pour le brevet supérieur de pilote ou de navigateur seront transmises, pour décision, au Ministre de la Défense nationale.

La rédaction de la disposition sera revue de manière à faire explicitement apparaître cette précision.

2. Le pouvoir de prononcer la radiation des militaires visés à l'article 22, § 1er, du projet qui revêtent la qualité de candidats officiers auxiliaires de la force aérienne appartient, en vertu de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, non au Ministre de la Défense nationale, mais à l'autorité militaire désignée à cet effet par lui.

Il est renvoyé, à cet égard, à la première observation formulée sous l'article 22 du projet.

La rédaction de l'article examiné doit être complétée de manière à faire apparaître que la décision de

.../...

radiation des militaires visés à l'article 22, § 1er, du projet appartient, selon le cas, au Ministre de la Défense nationale ou à l'autorité militaire désignée par lui.

3. De l'article 22, § 1er, du projet ainsi que de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, il ressort que l'avis, que la commission d'évaluation est appelée à rendre en matière de radiation des militaires visés par l'article 22, § 1er, du projet, revêt, non le caractère d'un simple avis, mais au contraire celui d'un avis conforme.

Les mots "l'avis de la commission d'évaluation" sont, en conséquence, inappropriés et doivent être remplacés par les mots "l'avis conforme de la commission d'évaluation".

Article 36 (devenant l'article 35).

Cet article est rédigé en des termes trop généraux.

Tel qu'il est formulé, il trouve, en effet, à s'appliquer indistinctement à tous les militaires membres du personnel navigant des forces armées, en ce compris les militaires visés à l'article 22, § 1er, du projet qui, eux, ne peuvent toutefois être radiés par l'autorité légalement compétente que sur l'avis conforme de la commission d'évaluation et non sur celui du conseil d'évaluation.

.../...

Le champ d'application "ratione personae" de l'article en projet doit être revu de manière qu'il concorde parfaitement avec celui de l'article 24, § 1er, du projet auquel il est intimement lié par son objet.

Il est renvoyé, à cet égard, à l'observation formulée sous l'article 24 du projet.

Article 37 (devenant l'article 36).

Dans la première phrase de l'alinéa 2, on écrira : "... est portée à la connaissance ...".

Article 39 (devenant l'article 38).

1. Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire au paragraphe 1er "die tot taak heeft" au lieu de "die tot opdracht heeft".

2. L'alinéa 1er du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le conseil d'information comprend trois membres dont un officier supérieur qui le préside".

Par ailleurs, les mots "Le président et" figurant à l'alinéa 3 du même paragraphe sont superflus et doivent être omis.

3. A l'alinéa 2 du paragraphe 2 du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "desgevallend" par les mots "in voorkomend geval".

4. Au paragraphe 2, 3°, on omettra le mot "moins"; on écrira :

"3° avoir la connaissance ...".

5. Eu égard aux explications fournies par l'officier délégué, le paragraphe 3, alinéa 1er, traduirait plus adéquatement, l'intention des auteurs du projet s'il était rédigé comme suit :

"§ 3. Si le chef d'état-major de la force navale ne peut constituer, en tout ou en partie, le conseil d'information conformément aux règles établies par le paragraphe 2, le chef d'état-major de la force terrestre, saisi d'une demande à cet effet par le chef d'état-major de la force navale, constitue ou complète, selon le cas, le conseil d'information à l'aide de membres de la force terrestre.

Lorsqu'il s'agit d'instruire une affaire relative à un membre du service médical, le chef d'état-major de la force aérienne, saisi d'une demande à cet effet par le chef d'état-major du service médical, constitue, conformément aux règles établies par le paragraphe 2, un conseil d'information spécialement chargé de l'instruction de cette affaire".

.../...

6. Les mots "et il peut être passé outre" figurant à la fin de l'alinéa 2 du paragraphe 4 sont superflus et doivent être omis. Par ailleurs, dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "geakteerd" par le mot "vermeld".

7. Comme en a convenu l'officier délégué, le paragraphe 5, alinéa 1er, refléterait mieux, les étapes ultérieures du déroulement de la procédure devant le conseil d'information s'il était rédigé comme suit :

"Le conseil d'information dresse ensuite le rapport circonstancié visé au paragraphe 1er qu'il transmet au chef d'état-major de la force concernée en y joignant une proposition de suspension ou de radiation".

Article 40 (devenant l'article 39).

1. Les mots "ayant droit de vote" figurant respectivement dans les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 sont superflus et doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 42, alinéa 1er, du projet.

2. Les termes "impliqués dans l'enquête ou dans la procédure antérieure" figurant dans le paragraphe 3 sont, comme en a convenu l'officier délégué, particulièrement vagues. La rédaction de la disposition en projet doit être revue de manière à ce que les membres du personnel navigant

.../...

qui ne peuvent faire partie du conseil d'évaluation puissent être identifiés avec toute la précision voulue.

3. Comme l'a admis l'officier délégué, le paragraphe 4 de l'article en projet refléterait davantage l'intention des auteurs du projet s'il était rédigé sur le modèle proposé pour la rédaction de l'article 39, § 3, du projet.

Article 42 (devenant l'article 41).

1. Des termes de l'article 41, alinéa 1er, du projet, il ressort que le président du conseil d'évaluation est désigné par le Ministre de la Défense nationale et non par tirage au sort, comme c'est le cas pour les autres membres qui composent ce même conseil.

Les mots "les membres" figurant dans l'alinéa 1er seront, en conséquence, remplacés par les mots "les membres autres que le président".

Les mots "aux conditions visées à l'article 40" figurant dans le même alinéa seront remplacés par les mots "aux conditions visées à l'article 40, § 2, alinéas 2 et 3".

Dans le même alinéa, il y a lieu d'écrire dans le texte néerlandais "door loting onder" au lieu de "door lottrekking tussen".

Au 1^o du même alinéa, mieux vaudrait écrire dans le texte néerlandais : "de eenheid waarbij de betrokkene zijn vluchten uitvoert".

2. Mieux vaudrait, par ailleurs, rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Le secrétaire du conseil d'évaluation est désigné par son président parmi les officiers du cadre actif".

Article 44 (devenant l'article 43).

1. Le paragraphe 1er refléterait davantage les diverses étapes du déroulement de la procédure s'il était rédigé de la manière suivante :

"§ 1er. Le président du conseil d'évaluation invite le militaire en cause à comparaître devant ce conseil. Cette invitation comporte l'indication des faits sur lesquels l'intéressé est appelé à s'expliquer et mentionne la composition du conseil constitué pour examiner son dossier".

2. Il ressort des alinéas 2 et 3 du paragraphe 1er de l'article 47 du projet et des explications fournies par l'officier délégué, que tant le conseil d'évaluation que le militaire en cause pourront solliciter l'audition d'experts.

Les mots "la liste des témoins" et "des témoins" figurant respectivement dans l'alinéa 1er et l'alinéa 2 du

.../...

paragraphe 3 de l'article en projet devraient, en conséquence, être remplacés par les mots "la liste des témoins et des experts" et par les mots "des témoins ou des experts".

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, on commencera la phrase par les mots "Si, sur le vu du dossier ...".

Article 45 (devenant l'article 44).

Cet article a pour objet principal de rendre les causes de récusation visées à l'article 828 du Code judiciaire applicables aux membres du conseil d'évaluation.

Le texte du projet doit, comme en a convenu l'officier délégué, être complété de manière à comporter une disposition similaire pour les membres de la commission d'information, de la commission d'évaluation et du conseil d'information.

Article 46 (devenant l'article 45).

Compte tenu des observations formulées sous l'article 44 du projet, l'article doit être remplacé par la disposition suivante :

"Art. 45. Le président du conseil d'évaluation convoque les membres qui le composent ainsi que les témoins et les experts".

Article 47 (devenant l'article 46).

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, compte tenu de ce que prévoit le paragraphe 2, alinéa 2, le membre de phrase "... et en présence du militaire en cause et de son éventuel défenseur" est inadéquat et doit être omis.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire à la fin de cet alinéa "... en brengt hij verslag uit over het onderzoek".

2. A l'alinéa 2, on remplacera les mots "... faits mis à sa charge" par "sur les faits au sujet desquels il est appelé à s'expliquer ...".

3. A l'alinéa 3, on omettra les mots "à titre consultatif".

4. A l'alinéa 4, on écrira :

"Le militaire et son défenseur peuvent interroger les personnes entendues".

Article 48 (devenant l'article 47).

Compte tenu de l'objet qui est le sien, l'alinéa 2 trouverait plus logiquement sa place dans l'article 49 du projet.

.../...

La rédaction de l'article 49 du projet sera adaptée en conséquence.

Article 49 (devenant l'article 48).

La rédaction de cet article gagnerait, comme en a convenu l'officier délégué, à être revue de manière à exprimer plus clairement l'intention des auteurs du projet et à faire apparaître l'existence de l'avis conforme visé à l'article 24, § 1er, du projet.

Le texte suivant, dont la rédaction tient compte de l'observation formulée sous l'article 48 du projet, est proposé :

"Art. 48. § 1er. Si, à l'expiration du délai fixé pour le dépôt du mémoire visé à l'article 47, il estime que l'affaire n'est pas en état, le conseil d'évaluation rouvre les débats.

§ 2. Dans le cas contraire, le conseil d'évaluation se prononce sur l'existence des faits et, s'il estime ces derniers établis, sur leur gravité ainsi que sur leur incompatibilité avec la qualité de membre du personnel navigant.

Les décisions relatives à la gravité des faits et à leur incompatibilité avec la qualité de membre du personnel navigant sont motivées et sont mentionnées au procès-verbal de la séance.

.../...

§ 3. Le conseil d'évaluation établit ensuite l'avis conforme sur la base duquel le Ministre de la Défense nationale est appelé à prononcer la suspension ou la radiation des militaires visés à l'article 24, § 1er".

Article 50 (devenant l'article 49).

1. L'alinéa 2 sera adapté en fonction de la rédaction proposée pour l'article 49 du projet.

2. D'une manière plus générale, la rédaction de cet article doit être complétée pour faire clairement et explicitement apparaître que le dossier transmis au Ministre de la Défense nationale comporte l'avis conforme du conseil d'évaluation visé à l'article 24, § 1er, du projet.

Article 51.

Des articles 48bis et 91bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, de l'article 47bis de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, de l'article 22ter de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, et de l'article 44bis de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, il ressort que la décision de suspension

.../...

ou de radiation des militaires visés par l'article 24, § 1er, du projet ne peut être prise par le Ministre de la Défense nationale que sur l'avis conforme d'un organe d'avis qui s'identifie, en l'espèce, au conseil d'évaluation.

En disposant que le Ministre de la Défense nationale décide la suspension ou la radiation des militaires concernés selon la gravité des faits, l'article en projet contrevient, dès lors, à la loi. Cette méconnaissance de la loi est d'autant plus sujette à critique qu'elle aboutit à reconnaître au ministre concerné un véritable pouvoir discrétionnaire d'appréciation contraire à la volonté clairement exprimée par le législateur, lequel a entendu expressément attribuer au pouvoir de décision conféré à cette autorité le caractère d'une compétence liée.

L'article examiné fait, du reste, double emploi avec l'article 24, § 1er, du projet.

Pour ces deux raisons, il doit être omis.

Article 52 (devenant l'article 50).

Mieux vaut écrire pour lever toute ambiguïté :

"Art. 50. L'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 4 juillet 1985, est abrogé en tant qu'il concerne les militaires".

.../...

Article 53 (devenant l'article 51).

L'alinéa 2 fait double emploi avec l'alinéa 1er qui vise déjà l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative au statut du personnel militaire.

Il doit, en conséquence, être omis.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Le projet d'arrêté ministériel relatif au personnel navigant des forces armées, sur lequel la section de législation est consultée simultanément dispose, en son article 10, que "Le présent arrêté entre en vigueur le jour où l'arrêté royal ... relatif au personnel navigant des forces armées entre en vigueur" (1).

Le procédé qui consiste à déterminer l'entrée en vigueur d'un texte réglementaire donné en fonction de la date d'entrée d'un autre texte réglementaire est, dans toute la mesure du possible, à éviter.

Les auteurs du projet veilleront, à cet effet, à compléter le texte par une disposition finale fixant une date déterminée pour l'entrée en vigueur du projet.

L'article 10 du projet d'arrêté ministériel précité sera adapté en conséquence.

(1) Le projet d'arrêté ministériel dont il s'agit figure au rôle sous le n° L. 25.474/9 et fera l'objet d'un avis ultérieur.

2. Le projet d'arrêté ministériel sur le personnel navigant des forces armées précité doit, eu égard à la première observation formulée sous l'article 22 du projet, être complété de manière à comporter une disposition ayant pour objet spécifique de désigner l'autorité militaire habilitée à prononcer la radiation des militaires visés par cet article qui revêtent la qualité de candidats officiers auxiliaires de la force aérienne au sens de l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De strekking van het ontworpen besluit is van tweeërlei aard :

- 1° het bepalen van de onderscheiden categorieën varend personeel die binnen elk van de krijgsmachtdelen voorkomen;
- 2° de organisatie van de procedure van schorsing en van schrapping toepasselijk op de militairen behorende tot elk van die categorieën.

In dat verband moet worden opgemerkt dat de verschillende bepalingen van dit ontwerp respectievelijk hun grondslag ontlelen aan :

- 1° artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;
- 2° de artikelen 48bis en 91bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst;
- 3° artikel 47bis van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst;
- 4° artikel 22ter van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de

.../...

land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

- 5° artikel 44bis van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

ALGEMENE OPMERKING.

De redactie van het ontworpen besluit laat in het algemeen veel te wensen over en behoort grondig te worden herzien.

Zo bestaat er geen samenhang in de structuur zelf van het ontwerp (1), worden begrippen ondeugdelijk gebruikt (2), is de stijl her en der bijzonder zwaar (3), zijn sommige bepalingen geheel of gedeeltelijk een herhaling van

(1) In dat verband wordt inzonderheid verwezen naar de opmerking gemaakt onder hoofdstuk II, afdeling II, van het ontworpen besluit.

(2) Dit is inzonderheid het geval in artikel 1 van het ontwerp, waarin ten onrechte het begrip "marine" gebruikt wordt terwijl de zeemacht wordt bedoeld, in artikel 28, § 4, waarin sprake is van een "advies" in plaats van "aanbevelingen", en in de inleidende zin van paragraaf 5 van hetzelfde artikel, waarin het woord "adviseren" wordt gebruikt in plaats van "aanbevelen"; of nog in artikel 28, § 5, 4°, waarin het begrip "advies" voorkomt, terwijl in feite het "eensluidend advies" wordt bedoeld.

(3) Bijvoorbeeld artikel 27 van het ontwerp.

andere bepalingen (1), bevatten deze onderlinge tegenstrijdigheden (2) of vertonen ze diverse leemten (3) : al deze onvolkomenheden doen afbreuk aan de bevattelijkheid van de tekst.

Aangezien de afdeling wetgeving de tekst niet helemaal kan herschrijven, dient ze zich te beperken tot het maken van opmerkingen over de grond van de zaak en alleen die tekstvoorstellen te maken welke haar onontbeerlijk lijken voor een grotere verstaanbaarheid van het besluit.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Eerste lid.

Artikel 5, § 1, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, waarnaar dit eerste lid verwijst, vormt, zoals de gemachtigde officier zelf heeft toegegeven, de grondslag van geen enkele van de bepalingen opgenomen in het ontworpen besluit.

(1) Bijvoorbeeld de artikelen 28, § 4, en 27 van het ontwerp.

(2) Bij wijze van voorbeeld wordt verwezen naar de eerste opmerking betreffende artikel 35 van het ontwerp.

(3) Zie bij wijze van voorbeeld de tweede opmerking gemaakt onder artikel 34 van het ontwerp.

De verwijzing naar die bepaling moet bijgevolg vervallen.

Zevende lid (nieuw).

Gelet op de redactie voorgesteld voor artikel 52 van het ontwerp, moet een zevende lid worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 1985;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het eerste lid zou beter weergeven dat naast de luchtmacht ook de andere krijgsmachtdelen militairen in hun rangen hebben die aan de luchtdienst deelnemen, indien het als volgt wordt gesteld :

"Dit besluit is toepasselijk op de militairen die binnen elk van de krijgsmachtdelen deelnemen aan de luchtdienst".

De precisering vervat in het tweede lid wordt derhalve overbodig, zodat dit lid moet vervallen.

.../...

2. De uitdrukking "de marine", die in het tweede lid wordt gebruikt ter aanduiding van de zeemacht, wijkt af van de officiële terminologie die thans in de militaire wetten voorkomt om dit krijgsmachtdeel aan te duiden. Zolang die wetten niet aldus zijn gewijzigd dat de zeemacht met de uitdrukking "de marine" wordt aangeduid, is alleen de uitdrukking "de zeemacht" aanvaardbaar. Iedere andere benaming zou voorbarig zijn en strijdig met de wet.

Deze opmerking geldt voor de hele ontworpen tekst.

Artikel 3.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel beslist over de opname in de categorie van het gebrevetteerd varend personeel".

Artikel 4.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de redactie van dit artikel aldus moet worden aangevuld dat, zoals blijkt uit de bepalingen opgenomen in hoofdstuk VI van het ontwerp, tot uiting komt dat alle leden van het gebrevetteerd varend personeel eveneens geschrapt kunnen worden uit deze categorie van personeel.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 4. Het lid van het gebrevetteerd varend personeel wordt geschorst of geschrapt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 11, eerste lid, en 18.

Artikel 5.

1. Zoals de gemachtigde officier heeft verklaard, moeten de woorden "qui est définitivement démis de son emploi", die in onderdeel 1^o van de Franse tekst voorkomen, met het oog op overeenstemming met de Nederlandse tekst van het ontworpen besluit vervangen worden door de woorden "dont l'emploi est définitivement retiré".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 15, 2^o, en 19, 2^o, van het ontwerp.

2. Het zou beter zijn onderdeel 3^o als volgt te stellen :

"3^o de militair die uit deze categorie van personeel wordt geschrapt;".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 12, 2^o, 15, 3^o, en 19, 4^o, van het ontwerp.

.../...

3. De woorden "zonder van ambtengroep te veranderen", die voorkomen in onderdeel 4°, zijn niet onontbeerlijk en kunnen worden geschrapt. De gemachtigde officier is het daarmee eens.

Het zou derhalve nuttig zijn de onderdelen 4° en 5° samen te voegen in één enkele bepaling, luidende :

"4° de onderofficier-boordmecanicië van de landmacht of de onderofficier van de luchtmacht die definitief ophoudt de functie uit te oefenen waarvoor hem het militair luchtmachtbrevet is toegekend".

Afdeling II.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het beter zou zijn de bepalingen opgenomen in deze afdeling vanwege hun specifieke strekking op te nemen in afdeling I van hoofdstuk II.

De onderverdeling van dit hoofdstuk moet bijgevolg worden herzien, zodat het nog slechts twee afdelingen bevat, waarvan de eerste "Het gebrevetteerd varende personeel" als opschrift heeft en de artikelen 3 tot 7 van het ontwerp bevat, en de tweede "Het gebrevetteerd varende reservepersoneel", die de artikelen 8 tot 12 van het ontwerp bevat.

.../...

Voorts schrijve men in het gehele ontwerp "gebrevetteerd varend reservepersoneel" in plaats van "reservegebrevetteerd varend personeel".

Artikel 6.

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 6. De militaire luchtvaartbrevetten die aan de leden van het gebrevetteerd varend personeel kunnen worden afgegeven, zijn :

...".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De brevetten bedoeld in het eerste lid, 4°, 5° en 6°, kunnen alleen worden afgegeven aan de militairen van de luchtmacht".

.../...

Artikel 7.

1. De uitdrukkingen "aan de onderofficier boordmecanicien" en "door de stafchef van zijn krijgsmachtdeel", die respectievelijk voorkomen aan het begin en aan het eind van het eerste lid, 2^o, moeten, wat de eerste betreft, vervangen worden door de woorden "aan de onderofficier-kandidaat voor het brevet van boordmecanicien" en, wat de tweede betreft, vervallen.

Zo ook schrijve men "onderofficier-kandidaat voor het brevet van cabinepersoneel" eveneens met een koppelteken en volgens de voorkeurspelling.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat meer in het algemeen de opsomming in het eerste lid aldus moet worden aangevuld dat de militairen aan wie het hoger brevet van piloot en het hoger brevet van navigator kan worden afgegeven, uitdrukkelijk worden omschreven en dat de voorwaarden worden vermeld waaronder diezelfde brevetten aan de betrokkenen kunnen worden afgegeven. Aldus zal duidelijker blijken dat de kandidaten voor het hoger brevet van piloot of van navigator bedoeld in de artikelen 22 en 23 van het ontwerp behoren tot de categorie van het gebrevetteerd varend personeel.

2. In het tweede lid van de Franse tekst moeten de woorden "règles complémentaires" vervangen worden door het woord "modalités".

.../...

3. Uit het bepaalde in artikel 6, tweede lid, blijkt dat alleen de militairen van de luchtmacht het brevet van cabinepersoneel kunnen behalen. Daaruit volgt dat de bevoegdheid die het derde lid van het ontworpen artikel toekent aan de Minister van Landsverdediging, alleen geldt ten aanzien van de militairen die tot de luchtmacht behoren.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "voor elk van de krijgsmachtdelen", die in het derde lid voorkomen, bijgevolg ongeschikt zijn en moeten vervallen. Rekening houdend met de voorgaande opmerking moet de tekst van het lid terzelfder tijd aldus aangevuld worden dat tussen de woorden "bepaalt" en "de functies" de woorden "voor de luchtmacht" worden ingevoegd.

Afdeling III.

Gelet op de opmerking gemaakt in verband met afdeling II van hoofdstuk I, moet deze afdeling de afdeling II van dit hoofdstuk worden.

Artikel 8.

Het zou logischer zijn het tweede lid, gelet op zijn strekking, in artikel 10 van het ontwerp op te nemen als eerste lid, luidende :

"Aan het gebrevetteerd varende reservepersoneel kunnen oefenvluchten worden opgelegd".

.../...

Artikel 9.

In de Franse tekst van dit artikel schrijve men "décidée" in plaats van "prononcée".

Artikel 10.

Gelet op het voorstel dat wordt gemaakt onder artikel 8 van het ontwerp, moet de tekst de vorm van een tweede lid aannemen, luidende :

"De oefenvluchten worden voor ieder krijgsmachtdeel bepaald door de stafchef van dat krijgsmachtdeel en worden door die militaire overheid ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Landsverdediging".

Hoofdstuk III.

Dit hoofdstuk moet worden aangevuld met eenzelfde bepaling als die welke voorkomt in de artikelen 4, 11 en 18 van het ontwerp, waaruit blijkt dat alle leden van de categorie van het leerling-varend personeel kunnen worden geschorst of geschrapt, met uitzondering van de leden van die categorie die kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht zijn en die vanwege die hoedanigheid krachtens artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren alleen kunnen worden geschrapt, doch niet geschorst.

.../...

In dit verband wordt verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 24 van het ontwerp.

Artikel 14.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat de woorden "op de datum van zijn aanvaarding voldaan hebben aan de leerplicht en" als overbodig moeten vervallen.

2. Het is niet duidelijk waarom de beslissing tot opname van de militairen in de categorie van het leerling-varend personeel toekomt aan de commandant van de grote eenheid belast met de vorming van het varend personeel waaronder de betrokkenen ressorteren, of aan de daartoe door de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel aangewezen militaire overheid, doch niet aan de stafchef zelf van het betrokken krijgsmachtdeel, zoals het geval is met de opname van de militairen in de categorie van het gebrevetteerd varend personeel of van het gebrevetteerd varend reservepersoneel.

Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt in verband met de opname, bij de land- en de luchtmacht, van militairen in de categorie van het tijdelijk varend personeel (artikel 17, tweede lid, 1º, van het ontwerp), en in verband met de toestemming die binnen diezelfde twee krijgsmachtdelen aan militairen wordt verleend om gelegenhedsvluchten uit te voeren (artikel 21, § 2, eerste lid, 1º, van het ontwerp).

.../...

De stellers van het ontwerp behoren in het verslag aan de Koning alle dienstige toelichtingen terzake te verstrekken.

Artikel 15.

1. Rekening houdend met de begripsomschrijving, in artikel 3, eerste lid, van de categorie van het gebrevetteerd varend personeel en met het onder artikel 3 geformuleerde voorstel zou het beter zijn de bepaling opgenomen in het eerste lid, 1^o, als volgt te stellen :

"1^o de leerling die overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 lid geworden is van het gebrevetteerd varend personeel;".

2. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in onderdeel 2^o de woorden "niet-gebrevetteerde" als overbodig moeten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het bepaalde in onderdeel 3^o.

Artikel 17.

In de Franse lezing van het tweede lid schrijven men :

.../...

"La décision d'admission est prise : (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 19.

Voor de onderdelen 1º en 2º wordt de volgende lezing voorgesteld :

- "1º de militair wiens opname in die categorie van personeel na afloop van de periode bedoeld in artikel 17, eerste lid, niet verlengd is door één van de bevoegde militaire overheden die daartoe in het tweede lid van hetzelfde artikel zijn aangewezen;
- 2º de militair van het actief kader die definitief van zijn ambt ontheven wordt, tenzij hij vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften in het reservekader vervult;"

Hoofdstuk VI.

Afdeling I.

In navolging van de in de artikelen 6 en 7 van het ontwerp gebruikte terminologie wordt het volgende opschrift voorgesteld :

.../...

"Afdeling I - De schrapping van leerling-piloten en leerling-navigatoren en van kandidaten voor het hoger brevet van piloot of navigator".

Artikel 22.

1. Eén van de verschillende categorieën van militairen ten aanzien van wie de beslissing tot schrapping overeenkomstig paragraaf 1 uitsluitend aan de Minister van Landsverdediging toekomt, is die van de kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, die naar luid van artikel 4bis, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren alleen kunnen worden geschrapt door de militaire overheid die de Minister van Landsverdediging te dien eind heeft aangewezen.

In zoverre de ontworpen paragraaf bepaalt dat alleen de Minister van Landsverdediging beslist over de schrapping van deze specifieke categorie van militairen, is hij in strijd met de voornoemde wetsbepaling.

De redactie ervan moet aldus worden aangepast dat de beslissing tot schrapping van de erin bedoelde militairen die specifiek de hoedanigheid van kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht bezitten, uitdrukkelijk toekomt aan de daartoe door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire overheid, zoals de wet voorschrijft.

.../...

Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 2 van het onderzochte artikel en voor de artikelen 23 en 35 van het ontwerp.

2. De beslissing tot schrapping van de militairen bedoeld in paragraaf 1 van het ontworpen artikel kan door de wettelijk bevoegde overheid alleen worden genomen (1) op grond van een eensluidend advies, ofwel van de evaluatiecommissie (2), ofwel van een te dien einde ingesteld adviesorgaan (3), ongeacht of die beslissing tot schrapping

-
- (1) Overeenkomstig de eerste opmerking gemaakt onder artikel 22 van het ontwerp, betreft het naargelang van het geval de militaire overheid die door de Minister van Landsverdediging te dien einde is aangewezen of de Minister van Landsverdediging zelf.
- (2) Krachtens artikel 4bis van de voornoemde wet van 23 december 1955 is die evaluatiecommissie inzonderheid bevoegd om van eensluidend advies te dienen omtrent de schrapping van kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht.
- (3) Dat adviesorgaan, dat niet nader wordt bepaald in de wet, is inzonderheid bevoegd om van eensluidend advies te dienen inzake de (schorsing en de) schrapping van onder meer de officieren en kandidaat-officieren bedoeld in artikel 48bis van de voornoemde wet van 1 maart 1958 en van de onderofficieren en kandidaat-onderofficieren bedoeld in artikel 47bis van de wet van 27 december 1961.
De uitoefening van de bevoegdheden die ten aanzien van deze specifieke categorieën van militairen aan dit adviesorgaan zijn toegekend, wordt krachtens artikel 22, § 1, van het ontwerp en uitsluitend voor de aangelegenheden omschreven in deze bepaling toevertrouwd aan de evaluatiecommissie ingesteld bij artikel 26 van het ontwerp. Krachtens artikel 24, § 1, van het ontwerp en uitsluitend voor de aangelegenheden omschreven in deze bepaling wordt de uitoefening van deze bevoegdheden toevertrouwd aan de evaluatieraad ingesteld bij artikel 40.

haar rechtsgrond ontleent aan artikel 4bis, tweede lid, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, aan artikel 48bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, of aan artikel 47bis van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst.

Door te bepalen dat de schrapping van de desbetreffende militairen uitgesproken wordt op basis van een verslag van een bepaalde militaire overheid, dat op zijn beurt opgemaakt is na eensluidend advies van de evaluatiecommissie, en niet rechtstreeks op basis van het eensluidend advies van de commissie zelf, geeft de ontworpen paragraaf een ruimere strekking aan de wet. Zulks is des te meer voor kritiek vatbaar, omdat het erop neerkomt dat aan de overheid die wettelijk bevoegd is om te beslissen over de schrapping van de betrokken militairen, werkelijke discretionaire beoordelingsmacht wordt toegekend, wat strijdig is met de door de wetgever duidelijk te kennen gegeven wens om aan de beslissingsbevoegdheid toegekend aan diezelfde overheid uitdrukkelijk het kenmerk van een gebonden bevoegdheid te verlenen.

.../...

De redactie van de onderzochte bepaling moet aldus worden herzien dat duidelijk blijkt dat de beslissing van de overheid die wettelijk bevoegd is om de schrapping van de betrokken militairen uit te spreken, onmiddellijk genomen wordt op grond van het eensluidend advies van de evaluatie-commissie.

Een soortgelijke opmerking geldt voor paragraaf 2 van het onderzochte artikel en voor artikel 24, §§ 1 en 2, van het ontwerp met betrekking tot de bevoegdheid van de evaluatieraad om eensluidende adviezen uit te brengen.

Artikel 23.

De redactie van het ontworpen artikel moet aldus worden aangevuld dat de verordeningstekst of de verordeningsteksten die de geneeskundige commissies voor geschiktheid voor luchtdienst regelen waarnaar wordt verwezen, uitdrukkelijk worden vermeld. Daartoe moeten aan het eind van de onderzochte bepaling de woorden "ingesteld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de geschiktheid voor luchtdienst" worden toegevoegd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25 van het ontwerp.

Voorts acht de Raad van State het nodig te herinneren aan de eerste opmerking gemaakt onder artikel 22 van het ontwerp.

.../...

Afdeling II.

Het zou beter zijn het opschrift van deze afdeling als volgt te stellen :

"Afdeling II - De schorsing en de schrapping van de overige militairen".

Artikel 24.

Uit de gezamenlijke lezing van de onderzochte bepaling en artikel 22 blijkt dat iedere militair die binnen de werkingssfeer "ratione personae" van dit artikel valt, slechts kan worden geschrapt, doch niet geschorst.

Zulks gaat in tegen de wil van de wetgever, zoals deze tot uiting komt in het geheel van de wetsbepalingen die de juridische grondslag van het ontworpen besluit vormen. Uit de vergelijkende lezing van al die bepalingen volgt immers duidelijk dat de wetgever de mogelijkheid voor de bevoegde overheid om een maatregel tot schorsing van een militair die onder de ene of de andere categorie van varend personeel van één van de krijgsmachtdelen valt, alleen heeft willen uitsluiten ten aanzien van de militairen bedoeld in artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Bijgevolg moet de redactie van het ontworpen artikel aldus worden herzien dat tot uiting komt dat de militairen bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp die

.../...

geen kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht zijn, door de wettelijk bevoegde overheid eveneens kunnen worden geschorst.

Artikel 26.

1. Artikel 22, § 1, van het ontwerp bepaalt duidelijk de grenzen van de bevoegdheid *ratione personae* en *ratione materiae* van de evaluatiecommissie. Uit de bewoordingen van die bepaling blijkt dat de evaluatiecommissie geen andere bevoegdheid heeft dan het uitbrengen van eensluidende adviezen betreffende de schrapping van de enkele militairen die leerling-piloot zijn, leerling-navigator en kandidaat voor het hoger brevet van piloot of navigator.

De precisering die voorkomt in paragraaf 1 van het onderzochte artikel, namelijk dat "de bevoegdheid (van de evaluatiecommissie) zich enkel uitstrekt tot de leerling-piloten, de leerling-navigatoren en de kandidaten voor het hoger brevet van piloot of navigator", moet bijgevolg als overbodig vervallen.

Paragraaf 1 van het ontworpen artikel zal in zijn huidige lezing onder meer tot gevolg hebben dat wanneer de leerling-piloot, de leerling-navigator of de kandidaat voor het hoger brevet van piloot of navigator opgeleid wordt in een burgerlijke of militaire instelling in het buitenland, ofwel in een burgerlijke instelling gelegen op het Belgische grondgebied, de evaluatiecommissie gedeeltelijk samengesteld

.../...

is uit personen die niet verbonden zijn aan de krijgsmacht zelf. De gemachtigde officier is het ermee eens dat zulk een situatie tal van problemen kan doen rijzen op het gebied van de praktische organisatie van de betrokken commissie.

Het staat aan de stellers van het ontwerp om te oordelen of het nuttig is de redactie van de ontworpen paragraaf dienovereenkomstig aan te passen, teneinde op doeltreffendheid wijze te voorzien in het bijzondere geval waarin de opleiding van bepaalde militairen in het buitenland of in een in België gelegen burgerlijke instelling wordt gegeven.

2. De regel vervat in paragraaf 2 voorziet uitsluitend in het geval waarin een leerling-piloot of een leerling-navigator vóór de evaluatiecommissie verschijnt. Het is niet duidelijk waarom de regel niet toepasselijk is op het geval waarin een kandidaat voor het hoger brevet van piloot of navigator vóór die commissie verschijnt.

De redactie van de ontworpen paragraaf moet in voorkomend geval aldus worden aangepast dat eveneens in dit laatste geval wordt voorzien.

3. In paragraaf 3 schrijve men :

"§ 3. De evaluatiecommissie beslist bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de

.../...

voorzitter beslissend. De secretaris is niet stemgerechtigd".

Artikel 27.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het beter zou zijn deze bepaling als volgt te stellen :

"Art. 27. Wanneer feiten die kunnen leiden tot de schrapping van een leerling-piloot, van een leerling-navigator of van een kandidaat voor het hoger brevet van piloot of navigator ter kennis worden gebracht van de officier verantwoordelijk voor de vorming van het varend personeel in de militaire instelling belast met de vorming van de betrokkene, stelt deze een informatiecommissie samen.

Deze commissie maakt een omstandig verslag op en stelt de commandant van de grote eenheid belast met de vorming van het varend personeel waaronder de betrokken leerling of kandidaat ressorteert, of de militaire overheid die daarmee belast is door de stafchef van zijn krijgsmachdeel ter fine van besluit één van de aanbevelingen bedoeld in artikel 28, § 4, voor" (1).

(1) De verwijzing naar artikel 28, § 5, van het ontwerp moet, gelet op de opmerking gemaakt onder artikel 28 van het ontwerp, in het desbetreffende tekstvoorstel immers vervangen worden door een verwijzing naar artikel 28, § 4, van het ontwerp.

Artikel 28

1. Paragraaf 1 zou duidelijker zijn indien hij als volgt werd gesteld :

"§ 1. De in artikel 27 bedoelde verantwoordelijke officier verzoekt de betrokken militair te verschijnen voor de informatiecommissie. In dit verzoek worden de feiten vermeld waarover de militair zich moet verantwoorden.

De betrokkene beschikt over een termijn van vijf werkdagen, vanaf de kennisgeving van het verzoek om te verschijnen voor de informatiecommissie, om aan die commissie een memorie te richten".

2. Gelet op het onderwerp van het tweede lid van paragraaf 2, zou het logischer zijn dit lid in paragraaf 1 van artikel 26 op te nemen.

De woorden "die zich desgevallend over betrokkene zal moeten uitspreken" zijn bovendien overbodig en dienen te vervallen.

3. In het tweede lid van paragraaf 3 dienen de woorden "dit geakteerd" vervangen te worden door de woorden "zulks vermeld".

.../...

4. De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 4 een doublure vormt met artikel 27. Die paragraaf moet bijgevolg vervallen.

5. Zoals de bepaling onder 4^o van paragraaf 5 (die paragraaf 4 wordt) is gesteld, vormt zij geen nauwkeurige weergave van het onderwerp en de omvang van de bevoegdheden die krachtens artikel 22, § 1, van het ontwerp, aan de evaluatiecommissie worden opgedragen. Luidens dat artikel beschikt de evaluatiecommissie immers, inzake de schrapping van personeelsleden die behoren tot de categorieën van het leerling- varend personeel en het gebrevetteerd varend personeel, over de bevoegdheid om eensluidende doch niet om gewone adviezen uit te brengen. Zoals ditzelfde artikel aantoont, kan de aldus aan de evaluatiecommissie opgedragen bevoegdheid, meer bepaald als het de schrapping betreft van leden van de categorie van het gebrevetteerd varend personeel, bovendien alleen worden uitgeoefend ten opzichte van de kandidaten voor het hoger brevet van piloot of van navigator.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"4^o de bijeenroeping van de evaluatiecommissie belast met het uitbrengen van het eensluidend advies bedoeld in artikel 22, § 1".

In de bepalingen onder 1^o en 2^o van paragraaf 5 dient bovendien het woord "verderzetting" vervangen te worden door het woord "voortzetting".

.../...

Artikelen 29 en 30.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat beide artikelen de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter zouden weergeven indien zij worden samengebracht in een enkel artikel, luidende :

"Art.29. De evaluatiecommissie wordt, op aanbeveling van de informatiecommissie bedoeld in artikel 28, § 4, 4°, samengeroepen door de commandant van de grote eenheid belast met de vorming van het varend personeel waaronder de betrokken leerling of kandidaat ressorteert, of door de militaire overheid die ermee wordt belast door de stafchef van het betrokken krijgsmachtsdeel.

Wanneer een leerling of een kandidaat die opgeleid wordt in een buitenlandse militaire instelling of in een Belgische of buitenlandse burgerlijke instelling, van de verantwoordelijke overheid van deze instelling het verbod krijgt om zijn opleiding voort te zetten, wordt de evaluatiecommissie, in afwijking van het eerste lid, ambtshalve samengeroepen door de commandant van de grote eenheid of door de militaire overheid waarvan sprake is in dat lid".

De nummering van de artikelen van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

.../...

Artikel 31 (dat artikel 30 wordt).

De woorden "om advies te geven over een schrapping" zijn zowel ongeschikt (1) als overbodig. Zij moeten bijgevolg vervallen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de woorden "om advies te geven over de schorsing of de schrapping van een militair uit zijn categorie van het varend personeel" in artikel 43 van het ontwerp.

Bovendien schrijve men "Zodra" in plaats van "Van zodra".

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"§ 1. De overheid die bevoegd is om de evaluatiecommissie bijeen te roepen, richt tot de betrokken militair een verzoek om voor de genoemde commissie te verschijnen. Dit verzoek vermeldt de feiten waarover de betrokkene zich moet verantwoorden".

(1) Het advies dat de evaluatiecommissie terzake moet geven is immers, overeenkomstig artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren en overeenkomstig artikel 22, § 1, van het ontwerp, een eensluidend advies.

2. Het zou beter zijn de woorden "waarop hij de oproep tot verschijning voor de commissie ontvangen heeft" en "voor de bijeenkomst van de commissie" die respectievelijk voorkomen in het eerste lid en het tweede lid van paragraaf 2, te vervangen door de woorden "waarop van het verzoek om voor de commissie te verschijnen kennis is gegeven" en door de woorden "vóór zijn verschijning voor de commissie".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 44, §§ 2 en 3, van het ontwerp.

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 1 de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter zou weergeven indien hij als volgt werd gesteld :

"§ 1. Bij de opening van de zitting van de evaluatiecommissie brengt de voorzitter verslag uit. Bij die gelegenheid doet hij aan de commissie voorlezing van ofwel de aanbeveling die de informatiecommissie heeft geformuleerd met toepassing van artikel 28, § 4, 4º, ofwel de beslissing die is genomen door de verantwoordelijke overheid van de instellingen bedoeld in artikel 29, tweede lid".

.../...

2. Aan het begin van paragraaf 2 schrijve men :

"§ 2. De voorzitter ondervraagt de leerling in verband met de feiten waarover hij zich moet verantwoorden en hoort de deskundigen ...".

3. Zoals paragraaf 2 is gesteld, lijkt hij voor de militair de mogelijkheid uit te sluiten om zijn eigen deskundigen voor te stellen.

De stellers van het ontwerp zullen moeten uitmaken of het niet wenselijk is de betrokkene zulk een mogelijkheid te bieden en dienen in voorkomend geval de ontworpen bepaling dienovereenkomstig aan te passen.

4. Bovendien zou het beter zijn in de tweede zin van dezelfde paragraaf te schrijven "... De militair in kwestie en zijn verdediger mogen de deskundigen ondervragen".

Artikel 34 (dat artikel 33 wordt).

1. In paragraaf 1 schrijve men "bijzonder reglement" veeleer dan "speciaal reglement".

2. In paragraaf 2, eerste lid, van de Franse tekst is het woord "recommande" ongeschikt, daar de "aanbeveling"

.../...

die door de evaluatiecommissie wordt geformuleerd inzonderheid ertoe strekt de schrapping van de betrokken militairen voor te stellen.

De redactie van dit lid moet hoe dan ook worden herzien zodat duidelijk tot uiting komt dat de "aanbeveling" met dat precieze oogmerk geldt als het eensluidend advies, bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp.

3. Het ontworpen artikel verzuimt de militaire overheid aan te wijzen waaraan de andere adviezen van de evaluatiecommissie dan die welke betrekking heeft op de schrapping van de betrokken militair, ter fine van beslissing moeten worden toegezonden (1).

(1) Wanneer het "advies" van de evaluatiecommissie bestaat in een voorstel tot schrapping van een leerling-piloot, een leerling-navigator of een kandidaat voor het hoger brevet van piloot of van navigator van de categorie van het varend personeel waartoe de betrokkene behoort, moet het zowel krachtens artikel 22, § 1, van het ontwerp als krachtens artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, artikel 48bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst en artikel 47bis van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, ter fine van beslissing worden toegezonden aan de door de Minister van Landsverdediging aangewezen militaire overheid of aan de Minister van Landsverdediging zelf.

De redactie ervan moet worden herzien om in die leemte te voorzien.

Deze opmerking moet worden gelezen uit het oogpunt van de eerste opmerking die hierna wordt gemaakt over artikel 35 van het ontwerp.

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

1. Zoals het ontworpen artikel is gesteld wekt het de indruk dat alle adviezen in artikel 34, § 2, zonder onderscheid ter fine van beslissing moeten worden toegezonden aan de Minister van Landsverdediging.

Uit de bewoordingen van artikel 22, § 1, van het ontwerp en uit de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg blijkt dat in werkelijkheid alleen de "adviezen" die bestaan in een voorstel tot schrapping van een leerling-piloot, een leerling-navigator of een kandidaat voor het hoger brevet van piloot of van navigator, ter fine van beslissing moeten worden toegezonden aan de Minister van Landsverdediging.

De redactie van de bepaling moet worden herzien zodat die verduidelijking uitdrukkelijk tot uiting komt.

2. De bevoegdheid om de schrapping uit te spreken van de militairen bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp, die de hoedanigheid hebben van kandidaat-hulpoffi-

.../...

cieren van de luchtmacht, komt krachtens artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, niet de Minister van Landsverdediging toe, maar de daartoe door hem aangewezen militaire overheid.

In dat opzicht wordt verwezen naar de eerste opmerking die is gemaakt onder artikel 22 van het ontwerp.

De redactie van het onderzochte artikel moet worden aangevuld zodat tot uiting komt dat de beslissing om de militairen bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp, te schrappen, naar gelang van het geval, de Minister van Landsverdediging toekomt of de door hem aangewezen militaire overheid.

3. Uit artikel 22, § 1, van het ontwerp, alsmede uit artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, blijkt dat het advies dat de evaluatiecommissie moet uitbrengen inzake de schrapping van de militairen bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp, geen gewoon advies is maar integendeel een eensluidend advies.

De woorden "het advies van de evaluatiecommissie" zijn bijgevolg niet geschikt en moeten worden vervangen door de woorden "het eensluidend advies van de evaluatiecommissie".

.../...

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

Dit artikel is in te algemene bewoordingen gesteld.

Zoals het artikel is gesteld vindt het immers zonder onderscheid toepassing op alle militairen, leden van het varend personeel van de krijgsmacht, met inbegrip van de militairen bedoeld in artikel 22, § 1, van het ontwerp die, van hun kant, evenwel alleen kunnen worden geschrapt door de wettelijk bevoegde overheid na eensluidend advies van de evaluatiecommissie en niet na dat van de evaluatieraad.

De werkingssfeer "ratione personae" van het ontworpen artikel moet worden herzien zodat die volkomen overeenstemt met die van artikel 24, § 1, van het ontwerp waarmee het, door zijn onderwerp, nauw is verbonden.

In dat opzicht wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 24 van het ontwerp.

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

In de eerste zin van het tweede lid schrijve men :
"... wordt ter kennis van de betrokken militair gebracht ...;".

.../...

Artikel 39 (dat artikel 38 wordt).

1. In paragraaf 1 schrijve men "die tot taak heeft" in plaats van "die tot opdracht heeft".

2. Het eerste lid van paragraaf 2 zou beter als volgt worden gesteld :

"De informatieraad is samengesteld uit drie leden onder wie een hoger officier die de raad voorzigt".

Bovendien moeten de woorden "De voorzitter en" in het derde lid van dezelfde paragraaf als overbodig vervallen.

3. In het tweede lid van paragraaf 2 dient het woord "desgevallend" vervangen te worden door het woord "in voorkomend geval".

4. In paragraaf 2, 3°, dient in de Franse tekst het woord "moins" te vervallen; in de Nederlandse tekst schrijve men "een grondige kennis hebben ...".

5. Gelet op de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg, zou paragraaf 3, eerste lid, de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter weergeven indien hij als volgt werd gesteld :

.../...

"§ 3. Indien de stafchef van de zeemacht de informatieraad niet geheel of gedeeltelijk kan samenstellen overeenkomstig de in paragraaf 2 vastgestelde regels, stelt de stafchef van de landmacht, tot wie daartoe door de stafchef van de zeemacht een verzoek is gericht, naar gelang van het geval, de informatieraad samen met leden van de landmacht.

Wanneer een zaak betreffende een lid van de medische dienst moet worden onderzocht, stelt de stafchef van de luchtmacht, tot wie daartoe door de stafchef van de medische dienst een verzoek is gericht, overeenkomstig de in paragraaf 2 vastgestelde regels een informatieraad samen die in het bijzonder wordt belast met het onderzoek van deze zaak".

6. De woorden "en mag de behandeling van de zaak worden voortgezet" dienen als overbodig te vervallen; het woord "geakteerd" dient te worden vervangen door het woord "vermeld".

7. De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 5, eerste lid, de latere fases van het verloop van de procedure voor de informatiecommissie beter zou weergeven indien dat lid als volgt werd gesteld :

"De informatieraad maakt vervolgens het omstandige verslag op bedoeld in paragraaf 1, dat hij toezendt aan de

.../...

stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel en voegt er een voorstel tot schorsing of tot schrapping bij".

Artikel 40 (dat artikel 39 wordt).

1. Het woord "stemgerechtigde" in het tweede en derde lid van paragraaf 2 dient als overbodig te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 42, eerste lid, van het ontwerp.

2. De woorden "betrokken ... bij het onderzoek of de voorafgaande procedure" in paragraaf 3 zijn bijzonder onduidelijk; de gemachtigde officier is het daarmee eens. De redactie van de ontworpen bepaling moet worden herzien opdat de leden van het varend personeel die geen deel mogen uitmaken van de evaluatieraad met de gewenste nauwkeurigheid kunnen worden geïdentificeerd.

3. De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 4 van het ontworpen artikel de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter zou weergeven indien hij werd geredigeerd naar het voorbeeld dat wordt voorgesteld voor de redactie van artikel 39, § 3, van het ontwerp.

.../...

Artikel 42 (dat artikel 41 wordt).

1. Uit de bewoordingen van artikel 41, eerste lid, van het ontwerp, blijkt dat de voorzitter van de evaluatieraad wordt aangewezen door de Minister van Landsverdediging en niet door loting zoals dat het geval is voor de andere leden waaruit diezelfde raad is samengesteld.

De woorden "de leden" in het eerste lid, dienen bijgevolg vervangen te worden door de woorden "de leden, met uitzondering van de voorzitter".

De woorden "aan de voorwaarden bedoeld in artikel 40" in hetzelfde lid moeten vervangen worden door de woorden "aan de voorwaarden bedoeld in artikel 40, § 2, tweede en derde lid".

In hetzelfde lid schrijve men "door loting onder" in plaats van "door lottrekking tussen".

In de bepaling onder 1^o van hetzelfde lid zou het beter zijn te schrijven : "de eenheid waarbij de betrokkene zijn vluchten uitvoert".

2. Het tweede lid zou bovendien beter als volgt worden gesteld :

"De secretaris van de evaluatieraad wordt door de voorzitter ervan gekozen uit de officieren van het actief kader".

.../...

Artikel 44 (dat artikel 43 wordt).

1. Paragraaf 1 zou de verschillende fases van het verloop van de procedure beter weergeven indien hij als volgt werd gesteld :

"§ 1. De voorzitter van de evaluatieraad verzoekt de betrokken militair om te verschijnen voor die raad. In dit verzoek worden de feiten vermeld waarover de betrokkene zich moet verantwoorden alsmede de samenstelling van de raad die is opgericht om zijn dossier te onderzoeken".

2. Uit het tweede en derde lid van paragraaf 1 van artikel 47 van het ontwerp en uit de door de gemachtigde officier verstrekte uitleg blijkt dat zowel de evaluatieraad als de militair in kwestie kunnen verzoeken dat deskundigen worden gehoord.

De woorden "de lijst van de getuigen" en "getuigen" die respectievelijk voorkomen in het eerste en het tweede lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel, dienen bijgevolg te worden vervangen door de woorden "de lijst van de getuigen en van de deskundigen" en door de woorden "getuigen of deskundigen".

3. Paragraaf 3, tweede lid, zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"Indien de betrokken militair, na inzage van het dossier, het noodzakelijk acht getuigen of deskundigen aan te brengen, stelt hij de voorzitter daarvan in kennis binnen vier werkdagen na de dag waarop het dossier ter beschikking werd gesteld";

Artikel 45 (dat artikel 44 wordt).

Dit artikel heeft hoofdzakelijk tot doel de in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde wrakingsgronden toepasselijk te verklaren op de leden van de evaluatieraad.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de tekst van het ontwerp moet worden aangevuld zodat hij een soortgelijke bepaling bevat voor de leden van de informatiecommissie, de evaluatiecommissie en de informatieraad.

Artikel 46 (dat artikel 45 wordt).

Gelet op de opmerkingen die zijn gemaakt onder artikel 44 van het ontwerp, moet het artikel vervangen worden door de volgende bepaling :

"Art. 45. De voorzitter van de evaluatieraad roept de leden op die er deel van uitmaken alsmede de getuigen en de deskundigen".

.../...

Artikel 47 (dat artikel 46 wordt).

1. Gelet op het bepaalde in paragraaf 2, tweede lid, dient in paragraaf 1, eerste lid, de zinsnede "... en in aanwezigheid van de betrokken militair en zijn eventuele verdediger" als irrelevant te vervallen. Aan het slot van dit lid schrijve men "... en brengt hij verslag uit over het onderzoek".

2. In het tweede lid dienen de woorden "de hem ten laste gelegde feiten evenals ..." vervangen te worden door de woorden "de feiten waarover hij zich moet verantwoorden alsmede ...".

3. In het derde lid schrijve men :

"De evaluatieraad mag een beroep doen op iedere ...".

4. In het vierde lid schrijve men :

"De militair en zijn verdediger mogen de gehoorde personen ondervragen".

.../...

Artikel 48 (dat artikel 47 wordt).

Het tweede lid zou, gelet op het onderwerp ervan, logischer komen te staan in artikel 49 van het ontwerp.

De redactie van artikel 49 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 49 (dat artikel 48 wordt).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de redactie van dit artikel zou moeten worden herzien om duidelijker de bedoeling van de stellers van het ontwerp weer te geven en om het bestaan van het eensluidend advies bedoeld in artikel 24, § 1, van het ontwerp duidelijk te maken.

De volgende tekst, waarvan de redactie rekening houdt met de opmerking die is gemaakt onder artikel 48 van het ontwerp, wordt voorgesteld :

"Art. 48. § 1. Indien de evaluatieraad, na afloop van de termijn bepaald voor het indienen van de memorie bedoeld in artikel 47, van oordeel is dat de zaak niet in staat van wijzen is, heropent hij de debatten.

§ 2. In het tegengestelde geval spreekt de evaluatieraad zich uit over het bestaan van de feiten en, indien hij de feiten bewezen acht, over de ernst ervan alsmede over

.../...

de onverenigbaarheid ervan met de hoedanigheid van lid van het varend personeel.

De beslissingen betreffende de ernst van de feiten en de onverenigbaarheid ervan met de hoedanigheid van lid van het varend personeel worden gemotiveerd en vermeld in het proces-verbaal van de zitting.

§ 3. De evaluatieraad stelt vervolgens het eensluidend advies op, op grond waarvan de Minister van Landsverdediging zich moet uitspreken over de schorsing of de schrapping van de militairen bedoeld in artikel 24, § 1".

Artikel 50 (dat artikel 49 wordt).

1. Het tweede lid moet worden aangepast rekening houdend met de voor artikel 49 van het ontwerp voorgestelde redactie.

2. Meer algemeen gesteld, moet de redactie van dit artikel worden aangevuld om duidelijk en expliciet tot uiting te laten komen dat het aan de Minister van Landsverdediging toegezonden dossier het eensluidend advies van de evaluatieraad bevat, bedoeld in artikel 24, § 1, van het ontwerp.

.../...

Artikel 51.

Uit de artikelen 48bis en 91bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht- de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, uit artikel 47bis van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, uit artikel 22ter van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en uit artikel 44bis van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst blijkt dat de beslissing tot schorsing of schrapping van de militairen bedoeld in artikel 24, § 1, van het ontwerp door de Minister van Landsverdediging alleen kan worden genomen na eensluidend advies van een adviesorgaan dat in dit geval de evaluatieraad is.

Door te bepalen dat de Minister van Landsverdediging beslist over de schorsing of de schrapping van de betrokken militairen naar gelang van de ernst van de feiten, schendt het ontworpen artikel bijgevolg de wet. Deze schending van de wet is des te meer voor kritiek vatbaar omdat zij erop neerkomt dat aan de betrokken minister werkelijke discretionaire beoordelingsmacht wordt toegekend, wat strijdig is met de door de wetgever duidelijk te kennen gegeven wens om aan de beslissingsbevoegdheid toegekend aan

.../...

diezelfde overheid uitdrukkelijk het kenmerk van een gebonden bevoegdheid te verlenen.

Het onderzochte artikel vormt overigens een doublure met artikel 24, § 1, van het ontwerp.

Om die twee redenen moet het vervallen.

Artikel 52 (dat artikel 50 wordt).

Om elke dubbelzinnigheid op te heffen zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 50. Het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juli 1985, wordt opgeheven in zoverre het de militairen betreft".

Artikel 53 (dat artikel 51 wordt).

Het tweede lid vormt een doublure met het eerste lid dat reeds verwijst naar artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel.

Het moet bijgevolg vervallen.

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. Artikel 10 van het ontwerp van ministerieel besluit betreffende het varend personeel van de krijgsmacht, waarover de afdeling wetgeving terzelfder tijd om advies is gevraagd, bepaalt het volgende : "Dit besluit treedt in werking de dag dat het koninklijk besluit van ... betreffende het varend personeel van de krijgsmacht in werking treedt" (1).

De werkwijze die erin bestaat de inwerkingtreding van een gegeven verordeningstekst af te stemmen op de datum van inwerkingtreding van een andere verordeningstekst moet zoveel mogelijk worden vermeden.

De stellers van het ontwerp moeten er daartoe voor zorgen dat de tekst wordt aangevuld met een slotbepaling waarin een bepaalde datum voor de inwerkingtreding van het ontwerp wordt vastgesteld.

Artikel 10 van het voormelde ontwerp van ministerieel besluit moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. Het ontwerp van ministerieel besluit betreffende het varend personeel van de krijgsmacht moet, gelet op de eerste opmerking die is gemaakt onder artikel 22 van het ontwerp, aangevuld worden zodat het een bepaling bevat met

(1) Het desbetreffende ontwerp van ministerieel besluit is op de rol ingeschreven onder het nr. L. 25.474/9 en er zal later advies over worden uitgebracht.

als specifiek doel het aanwijzen van de militaire overheid die gemachtigd is om zich uit te spreken over de schrapping van de in dat artikel bedoelde militairen die de hoedanigheid hebben van kandidaat-hulpofficier van de luchtmacht, in de zin van artikel 4bis van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

J. DE GAVRE,

F. DELPEREE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.